

Affaires courantes

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de déposer une pétition provenant des aînés de notre pays. Ils disent qu'un nombre accablant d'aînés vivent présentement sous le seuil de la pauvreté et sont confrontés continuellement à une crise due à leurs revenus insuffisants.

Les pétitionnaires prient le Parlement de bien vouloir demander au gouvernement de réévaluer le Régime des prestations de sécurité de la vieillesse afin qu'il reflète les besoins réels des personnes âgées du Canada.

[Traduction]

LES SOINS DE SANTÉ

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): J'ai une autre pétition, monsieur le Président. Les pétitionnaires nous disent que l'assurance-maladie universelle du Canada est la base de l'identité et du patrimoine de notre pays. Les compressions budgétaires récentes infligées à l'assurance-maladie ont porté atteinte au principe de l'universalité au Canada.

Les pétitionnaires demandent que le Parlement prenne toutes les mesures nécessaires pour faire figurer dans la Constitution l'obligation de fournir à tous les citoyens des soins médicaux et hospitaliers universels financés par l'État.

LA FISCALITÉ

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, j'ai une pétition à présenter au nom des enseignants des écoles secondaires publiques ainsi que des établissements postsecondaires. Les pétitionnaires remarquent qu'ils assument le fardeau des frais extrascolaires encourus pour améliorer leurs compétences professionnelles ainsi que pour fournir un enseignement et du matériel aux enfants et aux étudiants qui leur sont confiés.

Les pétitionnaires font remarquer que les entrepreneurs et les personnes à leur compte peuvent déduire le coût de leur formation en milieu de travail et leurs frais professionnels, mais pas les enseignants. Ils exhortent les parlementaires à demander que le ministre des Finances et le ministre du Revenu national prennent des mesures en vue de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu pour permettre aux enseignants qui travaillent dans des établissements d'enseignement au Canada de déduire les frais professionnels encourus dans le cadre de leur emploi.

LA JUSTICE

M. Robert Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, j'aimerais également présenter une pétition signée par 250 autres habitants de Comox Valley en mé-

moire de Dawn Shaw, une fillette qui a été agressée sexuellement et assassinée dans cette localité. Les pétitionnaires demandent au Parlement de modifier l'actuel système judiciaire afin de mieux protéger les enfants de nos collectivités qui sont de plus en plus victimes d'agressions sexuelles.

Ils proposent que soient apportés au système judiciaire un certain nombre de changements qui, pensent-ils, permettraient d'accroître la sécurité des enfants et de les protéger contre les agressions sexuelles. L'un de ces changements consiste à autoriser la police à faire subir des tests d'empreintes génétiques aux personnes soupçonnées d'agressions sexuelles et à créer une base nationale de données sur les empreintes génétiques afin d'aider la police à retrouver les auteurs d'agressions sexuelles.

LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ

M. David Bjornson (Selkirk—Red River): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'aimerais également présenter à la Chambre une pétition venant des habitants des circonscriptions de Selkirk—Red River, Portage—Interlake, Winnipeg—Saint Boniface et Winnipeg Transcona, qui demandent au Parlement de réaffirmer l'engagement qu'il a pris de tenter d'éliminer la pauvreté chez les enfants au Canada d'ici l'an 2000.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS

M. Murray Cardiff (Huron—Bruce): Monsieur le Président, j'ai à présenter aujourd'hui deux pétitions qui viennent des congrégations de la Knox Presbyterian Church et de la St. Andrew's Presbyterian Church, dans ma circonscription, et d'habitants de Port Elgin, Southampton et Paisley, également dans ma circonscription. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter une mesure législative visant à éliminer la violence faite aux femmes et aux enfants.

[Français]

LES SOINS DE SANTÉ

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, à cause de certains événements récents dans le domaine de la santé, j'ai une pétition.

[Traduction]

Les pétitionnaires indiquent que le régime d'assurance-santé est menacé à cause des réductions faites dans les paiements fédéraux destinés aux systèmes de santé provinciaux, de changements dans la loi sur les brevets pharmaceutiques qui mènent à une production monopolistique et à une hausse des prix des médicaments, et de l'absence d'une stratégie nationale concertée sur la réforme des soins de santé.

Les pétitionnaires disent que des orientations de rechange permettraient de préserver le régime d'assurance-santé,